

Arrêté ministériel octroyant une subvention forfaitaire aux associations d'hobbyistes pour leurs frais de fonctionnement liées à l'organisation des activités de formation, dans le secteur horticole et pour le petit élevage - pour la période du 1^{er} septembre 2017 au 31 décembre 2018 – D31-7257

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14 ;

Vu le décret du Parlement wallon du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture ;

Vu le décret du Parlement wallon du 13 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région Wallonne pour l'année budgétaire 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2018 ;

Arrête :

Article 1^{er}. §1^{er}. Une subvention d'un montant de 55.460 euros (cinquante-cinq mille quatre cent soixante euros) est octroyée forfaitairement aux associations d'hobbyistes et d'amateurs horticoles, ci-après dénommées les bénéficiaires.

§2. Cette subvention est répartie comme suit :

- Un montant forfaitaire de fonctionnement de 1.000 euros pour les associations fédérant un maximum de 10 cercles ;
- Un montant forfaitaire de fonctionnement de 1.500 euros pour les associations fédérant plus de 10 cercles ;
- Un montant forfaitaire de fonctionnement de 280 euros pour chacun des cercles déclarés par les fédérations dans le cadre l'Arrêté ministériel du 2 février 2018 réglementant l'appel à projets pour la période du 01 septembre 2017 au 31 décembre 2018.

§3. Le montant total alloué aux différents bénéficiaires figure en regard de leur dénomination dans le tableau repris ci-après.

Nom du bénéficiaire	Nombre de cercles membres	Budget pour les fédérations (€)	Budget pour les cercles (€)	Budget total (€)
Fédération royale des sociétés horticoles de la Communauté – Section Mons-Tournai	32	1.500	8.960	10.460
Fédération royale des sociétés horticoles de la Communauté française – Section Liège	29	1.500	8.120	9.620
Fédération Horticole Fédération et de Petit Elevage de l'Entre-Sambre-et-Meuse	15	1.500	4.200	5.700
Fédération Namuroise des cercles horticoles de la Communauté française	21	1.500	5.880	7.380
Fédération Communautaire des Sociétés Horticoles du Brabant wallon	6	1.000	1.680	2.680
Fédération Provinciale d'Horticulture du Luxembourg	23	1.500	6.440	7.940
Fédération Socialiste Boraine des Cercles Horticoles et Petit Elevage	11	1.500	3.080	4.580
Fédération Régionale du Centre des Cercles Horticoles et de Petit Elevage	19	1.500	5.320	6.820
Charleroi Nature a.s.b.l.	0	0	280	280
Total		11.500	43.960	55.460

§4. Cette subvention est octroyée pour couvrir une partie des frais engagés par les bénéficiaires pour le fonctionnement de leur association relatif aux activités de formation et d'information couvertes par l'Arrêté ministériel du 29 décembre 2017.

§5. Toute correspondance concernant cette subvention est adressée aux personnes nommées en regards des bénéficiaires dans le tableau ci-après.

Fédération	Nom du responsable	Prénom du responsable	Adresse
001- Fédération royale des sociétés horticoles de la Communauté française - Section Mons-Tournai	AUQUIER	Etienne	18, rue d'Ally, 7911 Moustier-lez-Frasnes
002 - Fédération royale des sociétés horticoles de la Communauté française - Section Liège	GIELEN	Désiré	222, grand route, 4537 Verlaine
003 - Fédération Horticole et de Petit Elevage de l'Entre-Sambre-et-Meuse	WATHELET	Edgard	14, rue Joseph Roland, 6280 Gerpinnes
004 - Fédération Namuroise des cercles horticoles de la Communauté française	POSSEMIERS	Agnès	159/9, avenue prince de Liège, 5100 JAMBES
005 - Fédération Communautaire des Sociétés Horticoles du Brabant wallon	WASNAIRE	Alphonse	3, rue de l'eau vive, 1420 Braine-l'Alleud
006 - Fédération Provinciale d'Horticulture du Luxembourg	SCHOLTES	Francis	36, le Pas de Loup, 6791 Guerlange
007 - Fédération Socialiste Boraine des Cercles Horticoles et Petit Elevage	GENIQUE	Paul-Francq	12, rue Docteur Harvengt, 7040 Genly
008 - Fédération Régionale du Centre des Cercles Horticoles et de Petit Elevage	DELQUIGNIE	Daniel	33, Cité Vital Parée, 7062 Soignies (Naast)
009 - Charleroi Nature ASBL	LEPLAT	Anabelle	16, avenue des Muguets, 6001 Marcinelle

Art. 2. §1^{er}. Cette subvention est octroyée aux Fédérations et bénéficiaires, à charge pour ces derniers des verser les montants dus à leurs cercles membres.

Les subventions individuelles octroyées aux fédérations en vertu de l'article 1^{er} ne sont accordées qu'à due concurrence de fourniture à l'administration, pour chacun de ses cercles membres les documents suivants :

- 1° un exemplaire papier original, signé et daté de la déclaration de créance ;
- 2° l'ensemble des pièces justificatives originales ainsi qu'une copie attestant les dépenses relatives aux frais de fonctionnement à hauteur des forfaits octroyés aux fédérations et aux cercles membres ;
- 3° la preuve de paiement bancaire de l'indemnité due aux cercles sur le numéro de compte renseigné par le cercle dans l'attestation décrite ci-après ;
- 4° une attestation du président de chaque cercle membre reprenant l'identification complète du cercle, l'indication de la fédération dont il fait partie et le numéro de compte sur lequel la fédération a été invitée à faire le versement de l'indemnité.

§2. Ces pièces justificatives sont à adresser par la fédération, par voie postale, dans les trois mois qui suivent le terme des activités, telles que décrites à l'article 1^{er} §4. au Service Public de Wallonie, Direction Générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département du Développement, Direction de la Recherche et du Développement, Îlot St-Luc, Chaussée de Louvain 14 à 5000 Namur, ci-dénommée « l'administration ».

Art. 3. Une première tranche de la subvention, correspondant aux montants repris dans la colonne « Budget pour les cercles » de l'article 1^{er}, additionnée de la moitié de l'indemnité forfaitaire reprise dans la colonne « Budget pour les fédérations », est liquidée à la notification du présent arrêté. Le solde correspondant à l'autre moitié des montants repris dans la colonne « Budget pour les fédérations » est liquidée après approbation de la déclaration de créance et l'entièreté de ses annexes telles que décrites à l'article 2 §1^{er}.

Art. 4. La subvention est imputée à charge de l'article de base du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2018 suivant :

- 33.07, programme 03, Section 15, Titre I pour un montant de 55.460 euros.

Art. 5. Le versement de la subvention, à concurrence du montant prévu à l'article 1^{er}, ne crée pas dans le chef du bénéficiaire un droit inconditionnel à l'octroi de la subvention, chaque versement étant considéré comme ayant été liquidé à titre de provision.

Si le bénéficiaire ne respecte pas ses obligations, le paiement de la subvention peut être suspendu et les montants de la subvention déjà versés, récupérés.

L'acquisition définitive de la subvention est conditionnée à l'approbation des pièces justificatives décrites à l'article 2.

Le bénéficiaire tient une comptabilité des dépenses relatives aux différents éléments subventionnés et présente pour contrôle de sa mission, les pièces justificatives, à toute personne mandatée par la Région wallonne à cet effet, ainsi qu'à la Cour des Comptes.

Art. 6. Le bénéficiaire est soumis au respect de la réglementation sur les marchés publics.

Pour tout marché de fourniture ou de service dont le montant estimé est inférieur à 30.000 euros HTVA, le bénéficiaire effectue une simple consultation des conditions d'au moins 3 opérateurs économiques. La preuve de la réalisation de cette consultation de concurrence est transmise à l'administration, à sa demande.

Pour les marchés de fournitures et de services d'un montant compris entre 30.000 euros et 144.000 euros HTVA, le bénéficiaire lance un appel d'offre par la procédure négociée sans publication préalable, aux termes de l'article 42, § 1^{er}, 1^o, a) de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. La mise en concurrence consiste en la comparaison d'au minimum trois offres, sur base des exigences reprises dans un cahier spécial des charges pour un marché public de fournitures ou de services. Une copie du cahier spécial des charges est envoyée à l'administration, pour approbation, avant la procédure de passation.

S'il s'impose qu'un marché soit consenti à caractère *intuitu personae*, les éléments prouvant que le fournisseur – ou le prestataire de services - proposé est le seul en mesure de fournir le bien - ou de prêter le service - considéré, sont soumis à l'administration, pour approbation, avant la conclusion du marché. Ces éléments devront porter sur l'une des raisons suivantes :

- i) l'objet du marché est la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ;
- ii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques ;
- iii) la protection des droits d'exclusivité, en ce compris les droits de propriété intellectuelle.

Les exceptions indiquées aux points ii) et iii) ne pourront s'appliquer que lorsqu'il n'existe aucune solution alternative ou de remplacement raisonnable et que l'absence de concurrence ne résulte pas d'une restriction artificielle des conditions du marché.

Une copie du document rédigé pour la conclusion définitive du marché est transmise à l'administration, accompagnée de la justification du choix opéré, avant que la conclusion du marché n'ait lieu.

Art. 7. Toute publicité, publication scientifique ou de vulgarisation relative à l'objet du présent arrêté fait l'objet d'un projet soumis à l'approbation de l'administration avant sa mise en œuvre et fait mention, y compris dans le courrier, de la Région wallonne comme source de financement, en utilisant le(s) logo(s) officiel(s) de la Région « Avec le soutien de » et le coq wallon, et le pictogramme « Wallonie agriculture SPW ». Ces éléments graphiques sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://chartegraphique.wallonie.be>.

En vertu du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon, toute communication est soumise, pour autorisation, à la Commission de contrôle des communications du Président du Parlement wallon, du Gouvernement wallon ou d'un de ses membres.

En conséquence, le bénéficiaire de la subvention soumet préalablement au Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et Délégué à la Grande Région, par mail ou courrier postal, adressé à l'attention de la Cellule Presse et Communication, tout projet de support de communication faisant référence à la Région wallonne, au nom du Ministre, sa signature ou son titre.

Par support de communication, il est entendu : presse écrite, radio, télévision, affichage, livre en ce compris les préfaces, brochure, dépliant, revue ou support assimilé, prospectus, programme d'un colloque ou d'une conférence, invitation personnalisée ou non personnalisée, télécopie, téléphonie, campagne d'e-mailing, site internet, stand d'exposition sur une foire ou un salon, gadgets ou cadeaux, etc.

La transmission du support de communication est effectuée dans un délai permettant la sollicitation de la Commission de contrôle selon les règles présidant au fonctionnement de ladite Commission. Ce délai est en aucun cas inférieur à vingt-et-un jours. Le bénéficiaire attend la décision de la Commission de contrôle avant de procéder à une quelconque publication du support de communication susmentionné.

Le non-respect de cette disposition entraîne, d'une part l'obligation de retrait de tous les supports de communication distribués aux frais du bénéficiaire de la subvention et d'autre part l'annulation de la subvention accordée et ce, même si l'événement subventionné a eu lieu ou si le projet est en cours de réalisation.

Art. 8. La présente subvention est soumise à toutes les dispositions en matière de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les régions telles que prévues par les articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la compatibilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes. Toutes les obligations mises à

charge du bénéficiaire dans le présent arrêté constituent des conditions d'octroi de la subvention au sens des articles précités.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2017.

Namur, le **30 MAI 2018**



René COLLIN